

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N° 25-RH160CUP

**Marché à procédure
adaptée**

OBJET : Fourniture de prestations d'analyse des polluants chimiques pour le compte des hôpitaux du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Centre – Université Paris-Cité.

Publication : B.O.A.M.P. (via plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>) - Avis adressé le 4 juin 2025

Date limite pour toute question : mercredi 18 juin 2025 à 16 heures

Date limite pour l'envoi des réponses : vendredi 20 juin 2025 à 18 heures

Date limite de remise des offres : jeudi 26 juin 2025 à 12 heures

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	1/19

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 MODALITES DE LA CONSULTATION	3
2.2 FORME DU MARCHÉ	4
2.3 DECOMPOSITION EN LOTS, TRANCHES ET ETENDUE	4
2.4 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	4
2.5 MODALITES DE MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXECUTION :	5
2.6 VARIANTE - PRESTATION SUPPLEMENTAIRE ÉVENTUELLE	5
2.7 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
2.8 PERIODE D'EXECUTION	5
2.9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.10 GROUPEMENT DE CANDIDATS	6
2.11 SOUS-TRAITANCE	6
2.12 VISITE DES CANDIDATS :	7
ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES DOSSIERS D'OFFRE	7
3.1 LES CONDITIONS DE LANGUE	7
3.2 LE DOSSIER DE CANDIDATURE	7
3.3 OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIERE	10
3.4 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES DEMATERIALISEES	11
ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	13
ARTICLE 5. SELECTION DES CANDIDATURES ET ANALYSE DES OFFRES	16
5.1 SELECTION DES CANDIDATURES	16
5.2 ANALYSE DES OFFRES	16
5.3 NEGOCIATIONS	17
ARTICLE 6. NOTIFICATION DES RESULTATS	18
ARTICLE 7. VOIES DE RECOURS	18
ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	19

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	2/19

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur un marché de prestations d'analyse des polluants chimiques pour le compte des hôpitaux du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Centre – Université Paris-Cité.

Liste des sites concernés par les prestations d'analyse des polluants chimiques.

Sites	Adresse
Cochin	27 rue du fg. St Jacques - 75014 Paris
Port Royal	123 Bd de Port Royal - 75014 Paris
Tarnier	89 rue d'Assas - 75006 PARIS
Hôtel Dieu	1 Parvis Notre Dame, Place Jean-Paul II - 75004 Paris
Broca	54-56 rue Pascal - 75013 Paris
La Collégiale	33 rue du Fer à Moulin - 75005 Paris
HEGP	20 rue Leblanc - 75015 Paris
Corentin Celton	4, Parvis Corentin-Celton – 92133 Issy-les-Moulineaux
Vaugirard	10, rue Vaugelas - 75015 PARIS.
Necker	149 rue de Sèvres - 75015 PARIS

L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris est un établissement d'hospitalisation.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Modalités de la consultation

La procédure de consultation est la procédure adaptée, en application des articles R.2123-1 à 7 du Code de la Commande publique en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché ne sera pas couvert par l'accord international sur les marchés publics (AMP).

Le dossier de consultation est composé par les documents mentionnés suivants et est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'Engagement et son annexe financière (sous format excel)
- L'annexe : modalités d'exécution du marché
- L'annexe : coordonnées des différents correspondant de l'entreprise
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP), contenant les Clauses Administratives et Techniques et ses annexes en deux (2) tableaux :
 - Tableau n°1: besoins de mesures de polluants
 - Tableau n°2 : substances potentiellement mesurables
- Tout document déposé avec l'offre

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	3/19

Lors du téléchargement du DCE, le candidat doit faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions.

2.2 Forme du marché

La procédure de consultation est la procédure adaptée, en application des articles R.2123-1 à 7 du Code de la Commande publique en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.

La consultation vise à la conclusion d'un accord cadre mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre), c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R.2162 (1 à 6) et R. 2162 (13 à 14) du Code de la Commande Publique.

Le marché est un marché à montant forfaitaire au sens de l'article R-2112-6 du Code de la Commande Publique, complété d'une part à bons de commande.

Le marché est sans montant minimum avec un montant maximum.

Le Titulaire s'engage sur un montant maximum fixé à 210 000,00 € HT pour le compte des hôpitaux du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Centre – Université de Paris, pour la durée du marché à compter de sa date de notification.

Le contexte de l'intervention, la description des prestations, figure dans le CCP et ses deux tableaux en annexe.

Les prix sont révisibles au sens des articles R.2112 (7 à 8 et 13 à 14) du Code de la Commande Publique dans les conditions fixées à l'article 3 du CCP pour la partie maintenance.

2.3 Décomposition en lots, tranches et étendue

En application des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, ce marché est global. En effet, un allotissement de ce marché aurait une répercussion technique et financière sur son exécution, rendue techniquement peu pertinente et financièrement plus coûteuse.

Lot unique	Fourniture de prestations d'analyse des polluants chimiques pour le compte des hôpitaux du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Centre – Université Paris-Cité.
------------	--

Le présent marché n'est pas fractionné en tranches.

2.4 Modalités essentielles de financement et de paiement

L'exécution du marché sera financée par le budget du Groupe Hospitalier Universitaire APHP. Centre - Université Paris Cité.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	4/19

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et ses annexes (annexe financière sous format excel et l'annexe : modalités d'exécution du marché) ; et dans le cahier des clauses particulières et ses annexes.

Lorsque le montant initial du marché en prix de base est au moins égal au seuil fixé aux articles R. 2191-(3 à 10) du Code de la Commande Publique pour le versement de l'avance, une avance de 5 % peut être accordée à l'entrepreneur sur sa demande dans l'acte d'engagement.

2.5 Modalités de modification du marché en cours d'exécution :

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCAP de la présente consultation, en application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique. Ces modifications pourront intervenir par l'établissement d'avenants en application de l'article 3.3 du CCAP.

2.6 Variante - Prestation Supplémentaire Éventuelle

La présente consultation est lancée sans variante et sans Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)°

Les candidats doivent respecter les prescriptions du CCP.

2.7 Modification du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux spécifications techniques obligatoires du CCTP, dans le cadre de l'offre proposée en solution de base.

Ils doivent en respecter l'intégralité des prescriptions.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, **au plus tard le 20 juin 2025**.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Il informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à l'initiative du pouvoir adjudicateur, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Période d'exécution

Le marché issu de la consultation sera conclu pour une période ferme de quatre (4) ans à compter de la date de notification, éventuellement résiliable à la seule initiative de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris 6 mois avant la date de fin du marché et ce sans indemnités.

2.9 Délai de validité des offres

Les candidats restent engagés par leur offre pendant un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée à l'article 4 du présent règlement de consultation.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	5/19

2.10 Groupement de candidats

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. L'acte d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signé par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article 3.2.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De même, les candidats ne sont pas autorisés à présenter, pour le marché, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R.2142-24 du Code de la Commande publique, le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

➤ Communications et échanges d'informations par voie électronique

En cas de groupement un outil de co-signature est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> en cliquant sur l'item « Outils informatiques ».

2.11 Sous-traitance

NB : Dans cette consultation, la sous-traitance n'est pas autorisée pour les parties stratégie et mesures.

La sous-traitance est possible uniquement pour l'analyse des prélèvements par un laboratoire certifié.

■ **Si la déclaration de sous-traitance est réalisée au moment de l'offre :**

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Néanmoins, au regard des articles L. 2193-1 à L. 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément aux articles ci-dessus et, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquels le candidat s'appuie.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	6/19

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

L'acceptation des sous-traitants est conditionnée par la production des pièces citées à l'article 3.1.

■ **Si la déclaration de sous-traitance est réalisée après la notification du marché :**

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché public, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance (DC4) contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2.12 Visite des candidats :

Sans objet dans cette consultation.

ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES DOSSIERS D'OFFRE

3.1 Les conditions de langue

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.¹

Conformément à l'article R. 2143-16 du code de la commande publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

3.2 Le dossier de candidature

3.2.1. Constitution du dossier de candidature :

Dans le cadre de cette consultation, des exigences minimales sont requises.

¹ Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire d'application du 19 mars 1996 publiée au JORF du 20 mars 1996.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	7/19

Les candidats devront disposer de l'accréditation délivrée par le COFRAC : Comité français d'accréditation.

En application de l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1. **Le formulaire DC1** ou équivalent daté.
OU Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article R. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

2. **Le formulaire DC2** ou équivalent, les mentions du capital et du chiffre d'affaires doivent être suivies de l'unité monétaire correspondante.

Ces formulaires sont disponibles sur le site du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie sur le lien suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

3. **Les attestations de régularité fiscale et sociales (URSSAF)** par le candidat sur la plateforme ou la déclaration sur l'honneur dûment datée et signée attestant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre de l'année n-1.
4. **L'attestation d'agrément professionnel COFRAC en cours de validité** délivrée au candidat, accompagnée de la copie de la publication officielle, accompagnée le cas échéant des annexes techniques
5. **La copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire du candidat**, le cas échéant, et habilitant la poursuite de l'activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché
6. **L'attestation sur l'honneur que le travail** sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L143-3, L143-5, L341-6, L341-6-4 et L62063 du Code du Travail,
7. Les documents relatifs au **pouvoir** de la personne habilitée pour engager le candidat, le cas échéant
8. La copie des **attestations d'assurance** en responsabilité civile, en cours de validité
9. **L'extrait K bis** de moins de 3 mois
10. Un **relevé d'Identité Bancaire (RIB) ou Postale (RIP)** du compte sur lequel seront effectués les paiements et qui figurera à l'Acte d'Engagement. Dans le cas où le recouvrement des créances est confié à une société d'affacturage, le candidat doit indiquer à l'AE son propre RIB et joindre aux factures celui de la société d'affacturage
11. Le cas échéant, en complément du formulaire DC2 les documents et renseignements listés à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de **leur capacité économique et financière**, c'est-à-dire :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	8/19

chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

12. Les documents et renseignements listés à l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de **leur capacité techniques et professionnelles**, c'est-à-dire :

- Une liste des principales prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de services réalisées sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Si le signataire des pièces de ce marché n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

En cas de non présentation dans le dossier de candidature, ces documents doivent être fournis dans les **3** jours suivant l'envoi d'une demande de précision sur le contenu des candidatures. Le jour de l'envoi et le jour de réception des documents ne sont pas comptabilisés.

Par ailleurs, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés aux articles R. 2142-(1 à 3) et R. 2143-3 du Code de la Commande Publique.

La production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	9/19

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

En cas de non présentation dans le dossier de candidature, ces documents doivent être fournis dans le délai indiqué sur la demande de précision sur le contenu des candidatures envoyée sur la plateforme PLACE, à compter de la date de réception.

La production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

3.2.2. Mise à disposition des documents et renseignement par le biais d'un système électronique

Conformément à l'article R. 2143 (13 à 14) du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra en revanche fournir l'annexe au DCE (Attestation du Candidat) dûment remplie et signée par la personne habilitée à engager la société ou chaque membre du groupement et refournir les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

3.3 Offre technique et financière

3.3.1. Documents obligatoires sous peine d'élimination de l'offre

Le candidat formule son offre en produisant :

- **L'acte d'engagement** complété et obligatoirement signé électroniquement par une personne habilitée à engager la société ou par chaque membre du groupement (partie B de l'acte d'engagement et en cas de groupement, la partie E) ;
- **L'annexe financière** dûment complétée et signée électroniquement par la personne habilitée à engager la société (fournir un pouvoir le cas échéant)
- **L'annexe portant sur les « modalités d'exécution du marché »** dûment complétée et signée électroniquement par la personne habilitée à engager la société (fournir un pouvoir le cas échéant)
- **Un dossier technique** précisera les dispositions et les éléments que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution du marché. Le candidat doit fournir dans son mémoire technique, les éléments pertinents permettant d'apprécier la valeur technique de l'offre. Il reprend impérativement les items suivants :

Sommaire du mémoire technique :

- la méthodologie préconisée pour les différentes mesures
- la description du déroulement d'une intervention type
- l'organisation sur site en temps passé
- les effectifs dédiés à la prestation pour le Groupe Hospitalier

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	10/19

- les moyens matériels pour répondre à la prestation
- les fiches de procédure
- le délai standard entre la réception du bon de commande et l'intervention sur site
- l'engagement sur le meilleur délai de remise des rapports d'intervention
- l'accompagnement sur l'interprétation des résultats et proposition de mesures correctives
- la démarche de développement durable dans la réalisation des prestations

Le candidat est tenu de répondre à la totalité des prestations ou des articles désigné(e)s dans le lot.

Le candidat est tenu de respecter la présentation des grilles tarifaires définies par l'administration. Tout ajout ou suppression entraînera l'élimination du candidat.

Dans le cas de groupement autorisé de candidats (voir art. 2.10), l'acte d'engagement ainsi que les annexes financières devront être signés électroniquement soit par le mandataire expressément désigné et tous les membres soit par le mandataire du groupement, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

La production des documents listés ci-dessus dûment complétés conditionne la validité de l'offre.

3.3.2. Documents complémentaires souhaités par l'AP-HP

- Imprimé DC 4 ou équivalent, en cas de sous-traitance, date et signature électroniques obligatoires.

3.4 Présentation des candidatures et des offres dématérialisées

Lors de la transmission par voie électronique, l'enveloppe du candidat sera constituée de deux dossiers intitulés :

- « **Candidature** » comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.2
- « **Offre technique et financière** » comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.3.1 et 3.3.2.

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Les fichiers du pli dématérialisé doivent respecter une règle de nommage

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	11/19











- Le nom de l'opérateur économique (ex : société, association, personne publique) : il peut être entier, ou bien être raccourci

Suivi de :









- La désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible.
- Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf. exemple).
 - Ces pièces sont notamment :
 - l'Acte d'engagement
 - Le CCAP et ses annexes
 - Le CCTP et ses annexes
 - le CDRF
 - le CDRT
 - la délégation de pouvoir ou de signature
 - le DC1
 - le DC2
 - le K Bis
 - l'attestation de régularité des certificats fiscaux et sociaux
 - le RIB

Exemple :

Pour le dossier relatif aux pièces de candidature :

 _Nom_DC1
 _Nom_DC2
 _Nom_Kbis
 _Nom_Pouvoir
 _Nom_RIB
 Nom_Attestations fiscales et sociales
 Nom_Bilans
 Nom_Certificats ISO
 Nom_Déclaration chiffres d'affaires
 Nom_Effectifs

Pour le dossier relatif aux pièces de l'offre

 _Nom_AE
 _Nom_CDRF
 _Nom_CDRT
 Nom_CV
 Nom_facture vierge
 Nom_fiches techniques
 Nom_rapport RSE
 Nom_références

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	12/19

Les documents suivants doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur la plate-forme :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/> . :

- Acte d'engagement ;
- Annexe financière.

Ce format permettra le traitement par l'AP - HP, des données transmises. Il est entendu que les documents fournis par le candidat étant certifiés par la signature électronique, ne seront aucunement modifiés par L'AP - HP (hormis la partie administrative de l'acte d'engagement.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire conformément à l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat et pour un même lot, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

La transmission des documents sur support papier ou sur support physique électronique entraînera l'irrégularité de l'offre du candidat (hors dépôt de la copie de sauvegarde).

En application de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de répondre via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les plis électroniques devront impérativement être déposés sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Les plis électroniques devront impérativement être déposés
sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>
avant le jeudi 26 juin 2025 à 12h00.**

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement, annexe financière, mémoire technique, bulletin de visite) devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de son offre soit l'acte d'engagement et les annexes financières.

Attention, la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique.

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 (certificat qualifié et conforme au règlement « eIDAS ») ; les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	13/19

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme.

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation :

https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2

Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, il faudra en plus utiliser l'outil de co-signature comme indiqué à l'article 2.10.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Par ailleurs, si l'un des formulaires constitutifs la candidature ou de l'offre du candidat est modifié après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l'opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	14/19

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrage de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

→ **Copie de sauvegarde**

Lorsque, conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, la candidature et l'offre sont envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (article 6 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

**Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Centre – Université Paris Cité
Hôpital COCHIN - Cellule des Marchés
Bâtiment le Cloître Porte 4 – 2ème étage
123 Boulevard Port-Royal
75014 PARIS
(du lundi au vendredi hors jours fériés de 9h à 12h et de 14h à 16h)**

Avant le jeudi 26 juin 2025 à 12h00.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque l'APHP a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à L'APHP dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	15/19

ARTICLE 5. SÉLECTION DES CANDIDATURES ET ANALYSE DES OFFRES

L'enregistrement et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 à R2152-13 du Code de la commande publique.

5.1 Sélection des candidatures

Les candidatures sont appréciées selon les exigences minimales requises à l'article 3.2.1 du RC.

5.2 Analyse des offres

Pour le jugement, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué aux articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Les offres sont appréciées au moyen de la liste des critères pondérés et publiés dans l'avis d'appel public à la concurrence

Critère n°1 : Qualité technique de l'offre noté sur 10 points	10 points/20
• Sous-critère 1.1 : La méthodologie préconisée pour les différentes mesures	3 points/10
• Sous-critère 1.2 : Les effectifs dédiés à la prestation tous sites confondus	2 points/10
• Sous-critère 1.3 : Les moyens matériels pour répondre à la prestation	1 point/10
• Sous-critère 1.4 : Le délai standard entre la réception du bon de commande et l'intervention sur site	1 point/10
• Sous-critère 1.5 : L'engagement sur le meilleur délai de remise des rapports d'intervention	1 point/10
• Sous-critère 1.6 : L'accompagnement de l'interprétation des résultats et proposition de mesures correctives	2 points/10
Critère n°2 : Prix (jugement à partir d'un scénario) noté sur 9 points	9 points/20
Critère n°3 : Démarche de développement durable dans la réalisation des prestations, noté sur 1 points à partir des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de l'empreinte environnementale • Méthodes d'analyse consommant moins de solvants ou utilisant des produits moins toxiques • Gestion et traitement des déchets de laboratoire (ex. : tri, valorisation, élimination conforme) • Réduction des plastiques à usage unique • Utilisation de matériel réutilisable ou recyclable 	1 point/20

Au vu des critères pondérés, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur classe les offres des candidats par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux classée.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de reports seraient constatées dans la

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	16/19

décomposition d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix. En cas de refus, son offre est éliminée comme non cohérente.

Une offre peut être déclarée inacceptable si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas à l'Assistance Publique de la financer.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut déclarer la consultation infructueuse.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer la consultation sans suite.

5.3 Négociations

Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de procéder à une négociation écrite ou recevoir pour entretien de négociation les candidats.

Les négociations porteront notamment sur les points suivants :

- Un échange sur les moyens d'améliorer la qualité des offres en faisant évoluer le Cahier des Clauses Particulières et/ou les annexes financières de l'Acte d'engagement tout en respectant l'égalité des candidats.
- L'effort tarifaire demandé au candidat pour se mettre en conformité avec le budget de la personne publique.

Dans ce cas, le Cahier des Clauses Particulières pourra être modifié par l'administration contractante suite à ces négociations. Les candidats sélectionnés seront alors invités à télécharger le nouveau Cahier des Clauses Particulières et un nouvel acte d'engagement, puis invités à remettre une nouvelle offre conformément aux conditions définies à l'article 4 du présent Règlement de Consultation.

Les dates et heures limites de remise des nouvelles offres, suite à négociation seront confirmées par courrier signé par le Directeur du groupe hospitalo-Universitaire APHP. Centre - Université Paris Cité (ou son représentant), et transmis par voie électronique.

A compter de la mise à disposition du nouveau dossier de consultation, modifié sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, un délai identique est accordé aux candidats afin de déposer une nouvelle offre dans les conditions définies à l'article 4 du présent Règlement de Consultation.

Pour le jugement de ces offres, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué à l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

En application de l'article R2123-5 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le(s) marché(s) sur la base des offres initiales sans négociation.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	17/19

ARTICLE 6. NOTIFICATION DES RESULTATS

En cas d'absence des attestations de régularité fiscale et sociale, ou équivalent, le candidat attributaire devra obligatoirement produire ces documents dans le délai indiqué sur la demande complémentaire envoyée sur la plateforme PLACE, à compter de la date de réception.

Au cas où ces documents ne parviendraient pas à L'AP - HP dans les délais impartis, la même demande sera faite au candidat classé n° 2 et le candidat classé n° 1 sera éliminé (article R. 2144-7 du Code de la commande publique).

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre dans les mêmes conditions les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du travail (Les documents mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l'étranger, dans la partie G du formulaire NOTI 1 ou équivalent).

Dès réception des imprimés OUV7 et des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent (pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail), l'ensemble des candidats est informé par courrier transmis par voie électronique.

Si la signature électronique est invalide, l'attributaire du marché devra signer l'acte d'engagement et ses annexes financières, cette signature conditionnera la validité du marché.

Après signature du marché par les autorités compétentes, le candidat retenu reçoit via la plateforme de dématérialisation une copie de l'acte d'engagement. S'il souhaite procéder au nantissement des créances nées de l'exécution du marché, il lui appartient de solliciter la remise d'une copie revêtue de la mention « exemplaire unique ».

ARTICLE 7. VOIES DE RECOURS

En cas de manquement par l'AP-HP aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles est soumise la passation du (des) marché(s), les personnes susceptibles d'être lésées par ce manquement et ayant intérêt à conclure ce contrat, peuvent exercer les recours suivants :

- Un référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché,
- Un référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA,
- Un recours de pleine juridiction contestant la validité du marché dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées au sens de la décision Département de Tarn-et-Garonne (CE, Ass., 4 avril 2014, no358994). Ce recours en contestation de validité peut être assorti d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, à la suspension de l'exécution du contrat.

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Paris :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	18/19

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Pour tout renseignement concernant l'introduction de recours, le candidat devra s'adresser au Tribunal Administratif de Paris dont les coordonnées sont indiquées ci-dessus.

ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats peuvent poser une question sur un fichier informatique type Word ou PDF **au plus tard mercredi 18 juin 2025 avant 16H00** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

La Cellule marchés transmet les réponses à ces questions au plus tard vendredi 20 juin 2025 avant 18H00 par courriel via la plateforme de dématérialisation à l'adresse indiquée par les candidats lors du téléchargement du dossier sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-RH160CUP	APHP Centre Université Paris Cité
MAPA-RC	Dernière mise à jour du : 03/06/2025	19/19